

CABINET D'**A**UDIT **T**SARATOMBO



RAPPORT DEFINITIF

Audit financier de l'ONG BEL AVENIR

Comptes arrêtés au 31 décembre 2018

Aout 2019

RAPPORT GENERAL
DE L'AUDITEUR

SUR LES ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2018

MESDAMES, MESSIEURS MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'ONG BEL AVENIR
AVENUE DE France TSIMENATSE
BP 87 - 501 TULEAR
MADAGASCAR

Mesdames, Messieurs,

1- Opinion

En exécution du mandat d'audit que vous nous avez confié, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général relatif à l'exercice clos au 31 décembre 2018 sur le contrôle des comptes de l'ONG BEL AVENIR comprenant le bilan actif (Tableau I), le bilan passif (Tableau II), les comptes de résultat par nature (Tableau III) arrêtés à cette date.

Les comptes annuels qui font notamment apparaître un résultat perte de 157 023 949,96 ariary ont été arrêtés par les membres de CA de l'ONG. Il nous appartient, sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion ci-après :

A NOTRE AVIS, à l'exception de l'incidence du problème décrit dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve» de notre rapport, les états financiers précités arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils sont présentés dans les tableaux I à III ci-après sont sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de l'ONG BEL AVENIR, du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date en conformité avec les normes comptables applicables à Madagascar et appliquées sur les mêmes bases.

2- Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) adoptées par l'Ordre des Experts Comptables et Financiers de Madagascar. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilité de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'association conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

« **Fondement de l'opinion avec réserve** »

Nous attirons particulièrement l'attention sur les notes des états financiers ci-dessous :

4. Immobilisations :

Les pièces justificatives des immobilisations d'un montant de 20 980 000 Ariary octroyées à l'ONG ne sont pas probantes.

6.2 Autres créances :

Une avance d'un montant de 19 455 620,00 Ariary octroyé en 2018 n'est pas encore justifié par des pièces justificatives jusqu'au mois de juillet 2019.

12. Autres dettes :

La convention entre QUIA DEVELOPPEMENT et l'ONG BELAVENIR n'est pas respectée. En effet, c'est l'ONG qui avance les fonds à QUIA DEVELOPPEMENT au cours de l'année et cette dernière rembourse par la suite, une pratique qui va à l'encontre de la convention qui suppose que le bénéfice de QUIA DEVELOPPEMENT doit être reversé à l'ONG. Aucune visibilité n'a été obtenue sur la comptabilité et la rentabilité de QUIA

3- Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la Gérance. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion, des documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de l'association adressées aux membres du CA, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

4- Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux états financiers

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément au référentiel comptable en vigueur à Madagascar, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de fournir le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de mettre l'association en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant le gouvernement de l'entreprise de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'association.

5- Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérés comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative provenant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'association ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;
- Nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire l'entité à cesser son exploitation ;
- Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-jacents d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constatations importantes, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevée de notre audit.

Antananarivo, le 12 aout 2019

L'Auditeur,

ETATS FINANCIERS

BILAN ACTIF
AU 31 DECEMBRE 2018

Unité monétaire : Ariary

Tableau I

ACTIF	Note	EXERCICE 2018			EXERCICE 2017
		Montant brut	Amort. Prov.	Montant net	Montant net
ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisations incorporelles		14 747 023,29	12 289 185,43	2 457 837,86	9 831 348,86
Immobilisations corporelles		3 896 749 876,04	2 244 686 301,36	1 652 063 574,68	1 633 034 205,90
Aménagement et installation		3 023 938 666,54	1 612 297 312,38	1 411 641 354,16	1 528 643 782,52
Parc énergétique et informatique		368 105 711,50	245 449 740,98	122 655 970,52	87 863 340,05
Matériel roulant		504 705 498,00	386 939 248,00	117 766 250,00	16 527 083,33
Immobilisations en cours		0,00		0,00	45 977 700,00
Immobilisations financières					
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	4	3 911 496 899,33	2 256 975 486,79	1 654 521 412,54	1 688 843 254,76
ACTIFS COURANTS					
Stocks et en cours	5	0,00		0,00	0,00
Matières consommables		0,00		0,00	0,00
Créances et emplois assimilés	6	39 405 706,88	0,00	39 405 706,88	10 484 726,76
Client		130 000,00		130 000,00	3 994 200,00
Autres créances et actifs assimilés		39 275 706,88		39 275 706,88	6 490 526,76
Total des créances et emplois assimilés		39 405 706,88	0,00	39 405 706,88	10 484 726,76
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	458 408 820,97	0,00	458 408 820,97	236 488 768,16
Banques		440 080 772,87		440 080 772,87	213 784 782,16
Caisses		18 328 048,10		18 328 048,10	22 703 986,00
Trésorerie (Fonds en caisse et dépôts à vue)		458 408 820,97	0,00	458 408 820,97	236 488 768,16
TOTAL ACTIFS COURANTS		497 814 527,85	0,00	497 814 527,85	246 973 494,92
TOTAL DES ACTIFS		4 409 311 427,18	2 256 975 486,79	2 152 335 940,39	1 935 816 749,68

Les notes annexes numérotés de 1 à 23 font partie intégrante des états financiers

BILAN CAPITAUX PROPRES ET PASSIF
AU 31 DECEMBRE 2018

Unité monétaire : Ariary

Tableau II

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Note	EXERCICE 2018	EXERCICE 2017
FONDS ASSOCIATIFS	8		
Fonds associatif sans droit de reprise		358 656 600,73	358 656 600,73
Ecart de réévaluation		0,00	0,00
Excédent		282 312 983,48	282 312 983,48
Report à nouveau		-672 348 346,94	-973 097 590,99
Regularisation Immobilisation			455 583 260,41
Perte		157 023 949,96	-154 834 016,31
		125 645 187,23	-31 378 762,68
PASSIFS NON COURANTS	9		
Produits différés : subventions d'investissement / équipement		3 617 193 109,17	3 373 791 384,17
Quote part subvention d'investissement		-2 224 478 109,99	-1 918 495 289,93
Impôts différés			
Emprunts et dettes financières à long terme			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL PASSIFS NON COURANTS II		1 392 714 999,18	1 455 296 094,24
PASSIFS COURANTS			
Dettes court terme - partie court terme de dettes à long terme			
Fournisseurs et comptes rattachés	10	83 224 788,83	32 503 165,57
Etats et collectivités	11	38 820 665,44	21 388 884,87
Autres dettes	12	511 930 299,71	458 007 367,68
Comptes de trésorerie		-	-
TOTAL PASSIFS COURANTS		633 975 753,98	511 899 418,12
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		2 152 335 940,39	1 935 816 749,68

Les notes annexes numérotés de 1 à 23 font partie intégrante des états financiers

COMPTE DE RESULTAT PAR NATURE
Période du 01 janvier 2018 au 31 décembre 2018

Unité monétaire : Ariary

Tableau III

Rubriques	Note	EXERCICE 2018	EXERCICE 2017	Variation
Produit d'exploitation	14	172 503 461,44	110 149 025,52	56,61%
Subventions d'exploitations	15	1 940 478 955,27	2 054 875 171,98	-5,57%
I. Production de l'exercice		2 112 982 416,71	2 165 024 197,50	-2,40%
Achats consommés	16	750 389 343,93	868 962 653,04	
Services extérieurs et autres consommations	17	608 016 881,48	817 197 433,25	
II. Consommation de l'exercice		1 358 406 225,41	1 686 160 086,29	-19,44%
III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)		754 576 191,30	478 864 111,21	57,58%
Charges de personnel	18	585 631 238,41	497 238 383,62	17,78%
Impôts, taxes et versements assimilés	19	15 630 169,41	24 431 658,40	-36,02%
IV. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		153 314 783,48	- 42 805 930,81	-458,16%
Autres produits opérationnels	20	303 956 147,03	333 201 361,57	-8,78%
Autres charges opérationnelles	23	272 000,00	6 381 415,83	-95,74%
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur		300 550 473,15	280 326 850,99	7,21%
Reprises sur provisions et pertes de valeur				
V. RESULTAT OPERATIONNEL		156 448 457,36	3 687 163,94	4143,06%
Produits financiers	21	785 288,82	88 473,48	787,60%
Charges financières	22	209 796,22	-	#DIV/0!
VI. RESULTAT FINANCIER		575 492,60	88 473,48	550,47%
VII. RESULTAT AVANT IMPOTS (V+VI)		157 023 949,96	3 775 637,42	4058,87%
Impôts exigibles sur résultats				
Impôts différés (Variations)			-	
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		2 417 723 852,56	2 498 314 032,55	-3,23%
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		2 260 699 902,60	2 494 538 395,13	-9,37%
VIII. RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		157 023 949,96	3 775 637,42	4058,87%
Eléments extraordinaires (produits)		-	46 990 256,36	
Eléments extraordinaires (charges)		-	205 599 910,09	
IX. RESULTAT EXTRAORDINAIRE		-	- 158 609 653,73	
X. RESULTAT NET DE L'EXERCICE		157 023 949,96	- 154 834 016,31	-201,41%

Les notes annexes numérotés de 1 à 23 font partie intégrante des états financiers

TABLEAUX IV : DETAILS DES COMPTES

4. IMMOBILISATIONS

Le tableau des mouvements des immobilisations se présente comme suit :

Immobilisations	Valeur initiale 2018	Acquisition 2018	Cessions / Radiations	Solde final 2018
<i>Immobilisations incorporelles</i>	14 747 023,29		-	14 747 023,29
<i>Immobilisations corporelles</i>	3 609 541 245,11	333 186 330,93	-	3 896 749 876,04
Aménagement et installation	2 902 231 111,68	121 707 554,86	-	3 023 938 666,54
Parc énergétique et informatique	276 626 935,43	91 478 776,07		368 105 711,50
Matériel transport	384 705 498,00	120 000 000,00		504 705 498,00
Immobilisations en cours	45 977 700,00			-
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	3 624 288 268,40	333 186 330,93	-	3 911 496 899,33

Les immobilisations qui ont été octroyées à l'ONG par des bienfaiteurs et dont les valeurs étaient nulles dans la comptabilité ont été valorisées par la Direction de l'ONG. Par ailleurs, une convention de dons a été signée par l'ONG et le donateur ONG AQUA DE COCO en juin 2019 concernant ces immobilisations. Néanmoins, nous tenons à signaler que la convention de don ne suffit pas à elle-même à justifier la propriété de ces immobilisations à l'ONG BELAVENIR. Sans les factures d'origine ou à défaut un document officiel de l'administration malagasy, nous mettons une réserve sur l'appartenance de ces biens à l'ONG et ne validons pas les montants.

5. STOCKS ET ENCOURS

<i>Rubrique</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
<i>Stock et encours</i>	0.00	0.00
<i>Matière consommables</i>	0.00	0.00
Total	0.00	0.00

6. CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES

6.1 Créances clients

Les créances clients se détaillent comme suit :

Clients

Cette rubrique se présente comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Clients	130 000,00	3 994 200,00

6.2 Autres créances

Les autres créances se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Avance sur salaire	0,00	0,00
Avances exceptionnelles	0,00	0,00
Avances sur achats	33 341 020,00	5 000 000,00
Avance sur achats Fianarantsoa	0,00	0,00
Avances sur achats CFA	0,00	42 000,00
Pers. charg. a pay. & prod. a rec.		
Personnel - av mens à rembourser	0,00	0,00
Avances sur salaire Fiana	0,00	0,00
Association CULTULÉART	2 708 928,00	0,00
Carte Galana 024	0,00	
Compte d'attante	0,00	
Charges constatées d'avance	3 225 758,88	1 448 526,76
	39 275 706,88	6 490 526,76

Concernant le solde de 33 341 020,00 Ariary dans le compte avance sur achats, ce solde n'est pas justifié en totalité. Une avance d'un montant de 19 455 620,00 Ariary n'est pas encore justifié par des pièces justificatives jusqu'au mois de juillet 2019.

7. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Ces rubriques se détaillent comme suit :

7.1 Banque

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Compte BOA principal	177 890 481,44	80 826 187,59
Compte BOA secondaire	32 802 466,93	79 946,93
Compte BOA FNUAP	60 019 036,57	74 716,57
Compte BOA DINIKA	0,00	0,00
Compte BNI euros	2 857 678,19	938 457,78
Compte BNI ariary	91 043 326,29	104 569 676,82
Compte BNI Fond Commun	29 940 373,02	
Compte BNI Mónaco	31 183 182,00	
BOA Fianarantsoa principal	12 227 441,53	27 237 329,57
BOA Fianarantsoa AGR	2 116 786,90	58 466,90
	440 080 772,87	213 784 782,16

7.2 Caisse

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Caisse générale Tuléar	11 168 620,00	16 442 800,00
Caisse AGR Tuléar - autofinancement	4 618 200,00	3 864 900,00
Caisse CFA	50,00	320 100,00
Caisse Sejours Educative	-	30 750,00
Caisse Mangily AGR	439 700,00	
Caisse Dinika	-	-
Caisse Fond Commun	379 900,00	
Caisse général - Fianarantsoa	492 858,10	2 045 436,00
Caisse AGR Fianarantsoa-Autofinanc	1 228 720,00	-
	18 328 048,10	22 703 986,00

8. FONDS ASSOCIATIFS

Les fonds associatifs se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2018</u>		<u>31/12/2017</u>
Fonds Associatifs sans Dt Reprise	358 656 600,73		358 656 600,73
Ecart de reevaluation libre	-		-
Excédent	282 312 983,48		282 312 983,48
Report a nouveau	- 1 127 931 607,35		- 973 097 590,99
Regularisation Immobilisation	455 583 260,41		455 583 260,41
Perte	157 023 949,96		- 154 834 016,31
	125 645 187,23		- 31 378 762,68

9. PASSIFS NON COURANT

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>		<u>31/12/2017</u>
Subvention d'investissement	3 394 771 384,17		3 373 791 384,17
Subvention d'exploitation France	-		-
Subv d'expl Partage	6 000 000,00		-
Subv d'exp Fondation Agua	109 076 950,00		-
Subv d'expl M/scar	6 930 714,00		-
Subv d'expl Monaco	57 129 300,00		-
Subv d'expl Suisse	43 284 761,00		-
Part Subv. Investis. viré Résultat	- 2 224 478 109,99		- 1 918 495 289,93
	1 392 714 999,18		1 455 296 094,24

10. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>		<u>31/12/2017</u>
Fournisseurs	65 157 191,10		19 466 550,14
Fournisseurs d'Immobilisation	-		-
Fournisseurs divers	18 067 597,73		13 036 615,43
	83 224 788,83		32 503 165,57

11. ETAT ET COLLECTIVITE

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
CNAPS	22 938 370,26	10 078 361,38
Allocations familiales	-	202 000,00
IRSA	1 181 802,70	1 283 428,00
OMIT	14 700 492,48	9 825 095,49
Retenues Diverses	-	-
	38 820 665,44	21 388 884,87

12. AUTRES DETTES

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Charges a payer	-	-
Autres charges à payer	-	-
Produits constatés d'avance	426 779 111,52	391 137 904,00
Dettes provisio. pour congés payés	-	-
Personnel : rémunérations dues	-	526 156,43
Personnel avances et acomptes	-	-
Pers. charg. a pay. & prod. a rec.	9 818 155,91	-
Avance QUIA DEV MAD	11 014 673,88	48 056 261,71
Débiteurs et créditeurs divers	64 318 358,40	19 339 358,40
	511 930 299,71	458 007 367,68

Les produits constatés d'avances concernent les subventions non encore consommés de l'année 2018 et qui vont être consommés en 2019.

La convention entre QUIA DEVELOPPEMENT et l'ONG BELAVENIR n'est pas respectée. En effet, c'est l'ONG qui avance les fonds à QUIA DEVELOPPEMENT au cours de l'année et cette dernière rembourse par la suite, une pratique qui va à l'encontre de la convention qui suppose que le bénéfice de QUIA DEVELOPPEMENT doit être reversé à l'ONG.

13. PRODUIT D'EXPLOITATION

Cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Ventes de produits finis	36 728 912,00	38 247 170,00
Prestations de services	39 301 892,94	45 851 905,52
Ventes de marchandises	10 499 000,00	8 549 050,00
Vente de moringa	17 578 800,00	4 014 200,00
Produits des activités annexes	68 394 856,50	13 486 700,00
Production immobilisée	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-
	172 503 461,44	110 149 025,52

14. SUBVENTION D'EXPLOITATION

Cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Subventions d'exploitation		
Subventions d'exploitation France	248 194 243,00	50 763 360,94
Subv. d'expl. Partage	563 524 177,02	576 239 895,00
Subv d'expl EAU DE COCO La Reunion	41 926 810,59	-
Subv d'expl. Espagne	296 562 578,60	70 402 945,87
Subv. d'exp. Fondation Agua de Coco	502 665 087,90	314 096 271,51
Subv d'expl EAU DE COCO La Reunion	-	4 755 711,49
Subv. d'expl. Madagascar	53 326 600,00	426 018 039,50
Subv d'expl. Andorre	-	144 156 530,87
Subv. d'expl. Monaco	80 981 808,00	131 008 351,80
Subv. d'expl. Suisse	85 445 416,30	-
Subv d'expl FONDS COMMUN	67 852 233,86	337 434 065,00
	<hr/>	<hr/>
	1 940 478 955,27	2 054 875 171,98

15. ACHATS CONSOMMES

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Achats		
Achats stocks mat. prem. (fourn.)		
Achats de nourriture pr cantines	351 833 976,40	424 653 495,00
Achat charbon	4 597 000,00	6 682 400,00
Fournitures consommables	17 716 920,00	13 379 900,00
Achats plantes, animaux et divers	95 966 985,00	95 690 135,00
Achats divers	12 846 100,00	8 576 294,00
Variation de stocks marchandise	-	-
Achats etudes et prestat. services	6 901 311,11	387 840,00
Achats materiel equipem. travaux	17 485 600,00	74 332 219,84
Achats non stock de mat. Prem.	119 200,00	4 808 200,00
Fourn. non stock. (eau, énergie)	1 913 600,00	1 895 100,00
Achats de carburant	42 358 587,00	47 831 767,20
Conso eau et électricité	15 276 259,87	16 250 158,00
Fournit. entretien & petit equip.	103 670 982,84	108 340 529,40
Fourn et matériaux pr construction	10 258 350,00	25 845 589,60
Fournitures administratives	11 165 590,00	10 755 200,00
Fournitures scolaires	56 863 361,71	21 422 825,00
Fournitures et matériel informatiqu	1 415 520,00	1 567 800,00
Achats de marchandises	-	6 543 200,00
	<hr/>	<hr/>
	750 389 343,93	868 962 653,04

16. SERVICES EXTERIEURS

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Services extérieurs	628 200,00	-
Sous-traitance generale	7 000,00	-
Locations	10 445 700,00	114 605 640,16
Locations immobilières	24 297 106,40	18 276 443,16
Entretiens et réparations	10 145 186,02	22 445 156,26
Entretien et répar. parc automobile	25 100 800,06	20 028 450,00
Maintenance informatique	6 511 137,22	94 600,00
Maintenance	-	10 111 200,00
Primes d'assurance	6 428 173,41	6 375 709,56
Médicaments, soins et santé divers	5 153 670,00	30 580 144,37
Autres services extérieurs	89 835 875,81	71 937 169,00
Personnel extérieur a l'ONG	199 032 710,41	234 783 509,18
Remunerat. d'interm. et honoraires	44 345 700,00	6 031 000,00
Publicite publicat. relat. publiq.	1 220 000,00	-
Annonces et insertions	219 000,00	3 327 628,64
Frais d'impression	33 130 234,80	26 193 124,40
Publications	80 000,00	2 948 100,00
Transp de biens et transp sur achat	14 564 600,00	12 771 420,00
Deplacem. missions et réceptions	30 417 041,00	105 087 906,69
Voyages et déplacements	51 217 893,60	65 683 041,94
Frais de visites (CV, sorties péda)	1 679 100,00	8 142 900,00
Receptions	1 753 500,00	-
Frais postaux et de télécomm.	34 950 357,38	36 054 065,00
Services bancaires et assim.	9 525 695,37	10 402 324,89
Ecolage	7 328 200,00	11 317 900,00
	608 016 881,48	817 197 433,25

17. CHARGES DU PERSONNEL

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Rémunération du personnel	464 853 837,13	6 207 205,56
Salaires appointements	23 760 708,05	415 175 403,89
Compléments de salaire	130 000,00	2 033 922,45
Conges payés, primes, divers	9 818 155,91	4 325 002,98
Charges de secur.soc.et prevoy	1 321 863,32	68 000,00
Cotisations OMIT	36 683 066,00	30 303 755,96
Redevance IRSA	39 254,00	2 847 820,00
Cotisations CNAPS	48 964 354,00	30 303 755,94
Allocations familiales	60 000,00	5 973 516,84
	585 631 238,41	497 238 383,62

18. IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Impots taxes & vers. assimilés	15 630 169,41	24 431 658,40
Autres impots taxes & vers. ass.	-	-
Permis de construction	-	-
	15 630 169,41	24 431 658,40

19. AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Autres produits de gestion courante	4 932 967,20	-
Plus-values cessions d'actifs n-cou	460 000,00	30 000 000,00
Quote subve investissement	285 002 820,06	269 054 613,50
Libéralité et dons perçus	4 860 878,02	-
CNAPS	-	-
Dons et lib,ralit,s	7 267 521,75	33 457 805,90
Produits divers gestion courante	1 431 960,00	224 340,71
Produits divers gestion courante	-	464 601,46
	303 956 147,03	333 201 361,57

20. PRODUITS FINANCIERS

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Produits financiers	-	-
Gains de change	785 288,82	88 473,48
	785 288,82	88 473,48

21. CHARGES FINANCIERES

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Charges financières	-	-
Pertes de change	209 796,22	-
	209 796,22	-

22. CHARGES OPERATIONNELLES

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
Redevances pour concessions, logiciel	-	5 071 639,72
Dons et lib,ralit,	222 000,00	440 000,00
Charges diverses gestion courante	50 000,00	216 976,11
Charge de gestion - R,ularisa	-	652 800,00
Dons et liberallités	-	-
	272 000,00	6 381 415,83

23. PRODUITS EXTRAORDINAIRE

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
R,ularisation avances	-	3 918 564,35
R,ularisation charges ... payer	-	31 069 197,23
R,ularisation compte du perso	-	120 000,00
R,gul compte organisme sociale	-	11 882 494,78
	-	<hr/> 46 990 256,36

24. CHARGES EXTRAORDINAIRE

Ce rubrique se détaille comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
R,ularisation stock	-	17 687 323,00
R,ularisation avances	-	166 777 202,21
R,ularisation charges ... payer	-	2 092 782,60
R,ularisation compte du perso	-	12 824 374,66
R,gul compte organisme sociale	-	6 218 227,62
	-	<hr/> 205 599 910,09